

Devoirs de vacances

KHBL Espagnol

Rentrée 2026

Pour les spécialistes, la LVA et les auditeurs libres.

Les cours s'articuleront autour des séances de préparation à l'analyse de textes, aux connaissances civilisationnelles de la sphère hispano-américaine depuis le XIX^{ème} siècle, et à l'actualité hispanique.

Ouvrages à acquérir

Pour le vocabulaire, le manuel Con soltura de Nicolas Klein chez Ellipses est le plus indiqué.

Pour la grammaire, au manuel déjà acquis en hypokhâgne, on peut ajouter Espagnol : Grammaire en cartes mentales, Claire Anzemberger, Carole Poux, Ellipses, 2019.

Pour la grammaire, le vocabulaire et la conjugaison : No meter la pata, Odile Deschamps, Ellipses, 2019

Petite Bibliographie critique

Grammaire et lexique

HÉLIÈS, C., et VERGNES, R., 100 fiches de grammaire espagnole, Paris, Bréal, 2017. FREYSSELINARD, Eric, Le mot et l'idée 2, Espagnol : vocabulaire thématique, Paris, Ophrys, 2017.

Pour la traduction

BARBIER, Alyette, et RANDOUVER, Françoise, Le thème espagnol grammatical, Paris, Paris, Ellipses, 1994. DIAZ, Elvire et OROBON, Marie-Angèle, Version espagnole moderne (du XIX^{ème} siècle à nos jours), Paris, PUF, 2010.

Centre national de ressources textuelles et lexicales (<https://www.cnrtl.fr/>) Diccionario Clave (seul autorisé au concours) Diccionario de la Real Academia (en ligne) Grand Larousse Français-Espagnol, Espagnol-Français.

Manuel de civilisation espagnole et latino-américaine

POUX, Carole, et ANZEMBERGER, Claire, Précis de civilisation espagnole et ibéro-américaine du XX^{ème} siècle à nos jours, 2^{ème} édition, Paris, Ellipses, 2021.

MENA-BOUHACEIN Caroline, Claves : 25 dossiers pour mieux comprendre les enjeux du monde hispanophone, Ellipses, 2025

KLEIN Nicolas, Candente : civilisation espagnole, 52 dossiers contemporains, Ellipses, 2025

Manuels de méthode pour le commentaire

DORANGE, Monica, Espagnol : l'épreuve commune de commentaire de texte du concours d'entrée aux ENS, Paris, Ellipses, 2010.

Dictionnaires unilingues

Diccionario Clave (seul autorisé au concours) Diccionario de la Real Academia (en ligne)

Centre national de ressources textuelles et lexicales (<https://www.cnrtl.fr/>)

Dictionnaire bilingue

Grand Larousse Français-Espagnol, Espagnol-Français.

Le travail de cet été

En langue

On ne peut pas entrer en khâgne sans maîtriser les conjugaisons. Reprenez rigoureusement vos fiches, exercices, tableaux personnels autour des conjugaisons et récitez-les régulièrement et fréquemment.

Pour les points grammaticaux, voici une liste à revoir, ce qui inclut de refaire des exercices :

- Les accents
- Numéraux et cardinaux
- Impératifs (ordre et défense)
- Emploi des temps du passé avec la concordance des temps
- Subjonctif dans les subordinées
- Ser et estar
- Traduction de « on »
- Formes emphatiques
- Prépositions

En méthode

Reprenez rigoureusement l'ensemble de vos évaluations de l'année dernière et les méthodologies pour repérer le plus précisément possible vos difficultés. Les techniques de commentaire et de traduction devront être revues pour pouvoir être perfectionnées. Je vous donnerai mes propres fiches méthodologiques en temps et en heure. Mais la clé reste l'analyse de ses propres points faibles pour pouvoir progresser.

En lecture

Il y a à la fois ce que vous pouvez lire en français de l'ensemble de la littérature hispanique (cela va de la littérature du Siècle d'Or espagnol aux ouvrages de fictions et essais les plus contemporains latino-américains) et ce à quoi vous avez accès en termes de compréhension en langue espagnole. L'enjeu est de vous constituer une culture personnelle axée sur le monde hispanique dans une perspective de culture générale qui est la clé de toute réussite à un concours et dans des études supérieures.

Reprenez la liste des livres fournie en HK et sélectionnez au moins deux titres, comme nous l'avons évoqué en classe.

En médias, plateformes et réseaux sociaux

Deux chantiers sont à considérer : se tenir au courant de l'actualité hispanique, peaufiner sa culture générale hispanique.

Ecouter la radio ou toute forme de podcasts, dont l'offre est pléthorique, en espagnol est évidemment l'idéal.

Pensez à RTVE, Cadena Ser et toute autre radio nationale espagnole. Vous pouvez également consulter les podcasts de France Culture où vous trouverez des informations précieuses dans les émissions « Enjeux Internationaux », « Le cours de l'Histoire », « Sans oser le demander », « Toute une vie ». Là aussi, l'offre est impressionnante. Je vous donne quelques exemples : « Juan Carlos tout contre Franco » in « Salle des Archives » ; « La Guerre d'Espagne en 1936 fut-elle la première guerre contre le fascisme ? » in « Le Fil de l'Histoire », « Puerto Rico libre : Bad Bunny réveille la résistance » in « la Série Musicale » ; « Etats-Unis-Amérique Latine, anatomie d'un impérialisme » ; « Féminicides, la guerre mondiale contre les femmes » in « La Série Documentaire ».

Pour la télévision, vous trouverez sur le site rtve.es tous les jours le résumé de l'actualité de la rédaction de la chaîne : el telediario en 4 minutos. Ce n'est qu'un exemple bien entendu.

Pour la presse, « El País » ou « El Mundo » entre autres sont à fréquenter le plus souvent possible. Tous les articles ne sont pas accessibles, mais les grands faits d'actualité et les articles factuels le sont en majorité.

Pour les plateformes, il va sans dire que les séries espagnoles et hispano-américaines, notamment sur Netflix, ne se valent pas toutes. Privilégiez les séries ambitieuses aux séries de divertissement. En tout état de cause, au même titre que vous le faites en anglais, il est temps de se mettre à la VO sous-titrée en espagnol.

Pour les réseaux sociaux qui en disent long sur le monde actuel et qu'il ne faut pas négliger, il n'est pas inintéressant de suivre des personnes des sphères politiques et culturelles du monde hispanique sur Twitter notamment. Quant aux influenceurs hispaniques sur Instagram, je vous laisse vous y abonner à votre guise, vous en trouverez des centaines.

Nous allons beaucoup travailler l'analyse de textes journalistiques, commencer à les fréquenter le plus possible cet été est indispensable.

Quelques sites d'information en accès libre sur internet pour lire et s'informer cet été et toute l'année :
Amérique :

www.lanacion.ar (quotidien argentin)

www.pagina12.com.ar (quotidien argentin)

www.lajornada.unam.mx (journal mexicain)

www.plazapublica.guat (journal guatémaltèque en ligne)

www.elespectador.com (quotidien colombien)

<https://revistaelestornudo.medium.com/> (journalisme indépendant cubain)

<https://gk.city> (Média équatorien = reportages approfondis)

<https://www.jornada.com.mx/sin-fronteras> (Reportages approfondis mexicains)

Espagne :

www.elpais.es (seuls quelques articles en accès gratuit)

www.lavanguardia.es

www.elsaltodiario.com

www.abc.es

<https://www.eldiario.es/>

Autres médias :

www.rtve.es

www.cadenaser.es

www.ver-taal.com (site qui permet de faire des exercices en autonomie, compréhension orale et faits de langue).

A préparer pour la rentrée

Je joins ci-après six articles d'actualités que vous travaillerez selon la méthodologie des khôlles, vous avez toute latitude pour les travailler comme vous le souhaitez. Par ailleurs, vous choisirez de votre côté un article en langue espagnole (environ 400 mots) paru cet été que vous traiterez selon la même méthode. Je vous interrogerai, à l'oral ou à l'écrit, sans que vous ayez la possibilité de disposer de vos notes, sur l'un des articles ci-après et sur celui de votre choix. Cela constituera la première note du premier semestre.

TRIBUNA: Ante la desolación política

Los votantes progresistas están desencantados, pero no pueden renunciar a criticar lo que ven.

Vivo rodeado de amistades que se encuentran profundamente desoladas ante la situación política. En el mejor de los casos, guardan silencio. En la peor de las situaciones, no concuerda lo que expresan en público con lo que dicen en privado. A casi todos ellos les une el anhelo de contar con un proyecto progresista y modernizador para nuestro país. Se han visto representados en distintos momentos del tiempo por los gobiernos del Partido Socialista, tanto con Felipe González, como con José Luis Rodríguez Zapatero y con Pedro Sánchez. Pero desde hace un tiempo, están desorientados. Ven que el mundo cambia a toda velocidad, pero nadie les ofrece certidumbre ante un horizonte incierto.

La desorientación de mis amigos no solo nace de los casos de corrupción y de acoso sexual que afectan ahora al PSOE. Viene de un poco más atrás. Tras 2023, no hay una mayoría progresista en el Congreso de los diputados. Esto limita la capacidad transformadora del gobierno con medidas nítidamente de izquierdas. Es por ello que la economía crece, pero ven como sus hijos se empobrecen, la pobreza infantil sigue siendo un problema casi ocho años después de la moción de censura o el salario mediano lleva un tiempo estancado. La desigualdad sigue siendo una preocupación profunda en la sociedad en la que viven. Además, aunque han apoyado la Ley de Amnistía en muchas cenas con amigos y familiares, de forma más militante que creyente, en su interior siguen haciéndose preguntas sobre la verdadera intención de los independentistas catalanes. Dudan. Aunque hay días que se entusiasman escuchando a Gabriel Rufián.

A mis amigos solo hay algo que les produce más desolación que todo lo que ven a su alrededor: que gobierne la extrema derecha. Detestan profundamente todo lo que representa el proyecto político de Vox. Cada vez que escuchan a alguna de sus propuestas, se echan a temblar. Han sido muchos años de esfuerzo para mejorar las condiciones de vida de las mujeres, de combate de la violencia machista, de trabajar por la integración de los inmigrantes en nuestra sociedad o de lucha contra el cambio climático, como para que ahora un conjunto de "terraplanistas" y negacionistas cuestionen el modelo de sociedad tolerante, abierta e igualitaria que hemos construido en los últimos 50 años.

Mis amigos tienen amistades y familiares que votan al Partido Popular. Incluso algunos de ellos compartirán mesa y mantel estas navidades. Saben que no van a poder hablar de política si quieren tener la fiesta en paz. En un tiempo pasado, votar a un partido u otro no era un problema para hacer bromas, debatir o incluso compartir algunos retos como sociedad. Hoy ya no comparten casi nada, ni si quiera conversación.

Alguno puede pensar que tengo amistades raras, pero lo cierto es que en los últimos dos años, hay entre un 30% y un 40% de votantes socialistas que discrepa profundamente de casi todo lo que hace el Gobierno. (...) Pero los electores del PP o de Sumar no están mucho mejor. El grado de decepción con la formación de Feijóo es del 58% y con Sumar del 52%. Pueden presuponer quiénes son los únicos que están entusiasmados.

Ignacio Urquizu (profesor de Sociología de la Universidad Complutense de Madrid. Fue diputado del PSOE entre 2016 y 2019). *El País*, 23/12/2026

Costa Rica rompe su tradición diplomática de neutralidad y se suma a la línea dura de Trump

Adaptado de Armando Quesada Webb, *El País*, San José (Costa Rica), 17/04/2026

Costa Rica es un país de paz. Así lo reza su himno nacional, se enseña en sus aulas y se ha proyectado en todos los foros internacionales. La nación centroamericana — que abolió sus fuerzas armadas en 1948 — elevó este ideal a principio de Estado en 1983 con la proclama de la “Neutralidad Perpetua, Activa y No Armada”. Sin embargo, en los últimos meses el país ha dado un giro diplomático inédito que pone en entredicho este fundamento.

El Consejo de Seguridad Nacional del Gobierno costarricense declaró el 6 de abril como grupos terroristas a varios actores implicados en el actual conflicto en Oriente Próximo, incluyendo a Hamás, Hezbolá, los hutíes y el Cuerpo de la Guardia Revolucionaria Islámica de Irán. Según el comunicado oficial, la decisión se tomó “en concordancia con los principios internacionales del país en la lucha contra el terrorismo”, un movimiento que alinea estrechamente a los centroamericanos con la estrategia de seguridad de Estados Unidos.

Esta decisión del saliente Gobierno de Rodrigo Chaves no es un hecho aislado. Para Carlos Torres, analista de política internacional y profesor de la Universidad Nacional de Costa Rica (UNA), el “mito” de la neutralidad perpetua “murió” en 2022, cuando Costa Rica mostró su apoyo explícito a Ucrania ante la invasión de Rusia.

Para el experto, hay un contraste evidente al comparar ese posicionamiento con la cautela que Costa Rica mantuvo por más de dos años con la invasión de Israel a Gaza. “Si bien el país aboga por un conflicto resuelto de manera pacífica, nunca declara a Israel como un país agresor, sino que de una forma muy sutil lo esconde bajo el discurso de la libre determinación de los pueblos”, explica.

Tras la respuesta de Israel a los ataques de Hamás del 7 de octubre de 2023, Costa Rica e Israel suspendieron las negociaciones de un Tratado de Libre Comercio con el que los centroamericanos buscaban atraer inversión en tecnología. En diciembre de 2025, no obstante, ambos países firmaron el tratado, que ahora solo debe ser ratificado por la Asamblea Legislativa, que a partir del 1 de mayo tendrá mayoría oficialista. Esta fortalecida relación comercial con Israel y el hecho de que Estados Unidos sea el principal aliado comercial de Costa Rica (50% de las exportaciones costarricenses van al país norteamericano) son, para Torres, la explicación del giro “de un idealismo internacional a un pragmatismo comercial.

El despacho del ministro de Exteriores costarricense negó que la declaratoria de grupos terroristas ponga en riesgo la neutralidad de la nación. En la Cancillería explicaron que la decisión se inserta en una “concepción moderna de la neutralidad” y aclararon que la designación no constituye “una toma de posición en un conflicto bélico ni una forma de intervención en las hostilidades”. Se trata, según dijeron, de un ejercicio legítimo para “prevenir el financiamiento del terrorismo y proteger el orden público”.

En paralelo a su posicionamiento en los conflictos de otros continentes, el Gobierno también ha mostrado su simpatía por la agenda que Estados Unidos ha llevado hacia adelante en el continente americano. El guiño más claro a Washington fue el cierre de la embajada costarricense en Cuba el pasado 18 de marzo, en medio de la crisis humanitaria que atraviesa la isla.

Costa Rica también suscribió el *Escudo de las Américas* con la particularidad de que es el único país de la alianza que no cuenta con Ejército.

Bukele cede a la IA de Google la gestión médica en El Salvador: “Estamos creando el mejor sistema del mundo”

El presidente Nayib Bukele ha emprendido otro experimento tecnológico en El Salvador. Su apuesta es esta vez con la salud. En una cadena nacional de radio y televisión anunció este martes que cederá gran parte de la gestión del sistema público de sanidad a un sistema de Inteligencia Artificial de Google: los salvadoreños tendrán acceso a la aplicación móvil llamada Dr. SV, que creará un expediente clínico único, dará orientación inicial, asignará exámenes de laboratorios, programará consultas virtuales o presenciales con médicos en caso de que determine que sea necesario y dará seguimiento diario al tratamiento de pacientes con enfermedades crónicas como diabetes, hipertensión o colesterol alto, entre otras.

En una puesta en escena muy a su estilo, retransmitida en redes sociales, el controvertido mandatario apareció en una reunión en un salón de Casa Presidencial, en San Salvador, en la que conversó con Guy Nae, director de Google Cloud para el Sector Público en América Latina y tres expertos en medicina e IA.

El programa consiste, básicamente, en que cada salvadoreño podrá descargar la aplicación, creará un expediente y con ayuda de la IA ingresará sus síntomas. Esta le designará una llamada con un médico, quien le diagnosticará. Posteriormente, la IA le recomendará qué exámenes hacer y dará seguimiento a su tratamiento para consultas eventuales o para enfermedades crónicas. “Me emociona mucho, porque estamos creando el mejor sistema de salud del mundo”, dijo Bukele.

El mandatario se mostró emocionado durante la reunión y aseguró que uno de sus objetivos es posicionarse a nivel mundial en el tema de salud. “Solo hay un tema en el que hemos logrado posicionarnos a nivel mundial, que es el tema de la seguridad. Pero que en salud podamos decir que esto no lo tienen nadie en el mundo es otro gran tema”, dijo.

El anuncio se da en medio de fuertes críticas del sector médico en el país, luego de que el Gobierno despidiera a 7.700 empleados del sistema de salud el pasado año, entre médicos generales, especialistas, internistas, enfermeros y personal de atención básica. (...)

La aplicación Dr. SV es un experimento controlado por Google, con el que la empresa tendrá acceso a datos de salud de los salvadoreños. Expertos en el tema han señalado que la cesión de estos datos a sistemas inteligentes tiene riesgos como la pérdida de la privacidad y el indebido uso de la información personal.

La narrativa de Nayib Bukele ha transformado a El Salvador en un laboratorio a cielo abierto donde la política se ejerce a golpe de tuit y con todas las apuestas hechas para las empresas tecnológicas. Bukele se ha lanzado a las misteriosas aguas de un mesianismo tecnológico con el que pretende reconfigurar no solo la forma de ejercer el poder, sino cambiar su país, uno de los más pobres y atrasados del continente.

Bukele ya había adoptado el Bitcoin como moneda de curso legal y ofreció a los inversores la promesa de una *Bitcoin City* que pretendía erigirse como la nueva Meca para los entusiastas de la descentralización. Sin embargo, el experimento fracasó y apenas un pequeño porcentaje de los salvadoreños usó la moneda. Bukele decidió retirar la moneda el año pasado. El acuerdo con Google establece una relación de siete años para “apoyar al país en su camino para convertirse en un centro tecnológico en América Central” y destina al menos 500 millones de dólares para implementarlo, aunque la información relacionada con el proyecto está bajo reserva.

Manifestaciones masivas en medio centenar de ciudades españolas contra el problema de la vivienda

Jesús Maturana, Euronews, 05/04/2025

El sábado 5 de abril, España ha vivido una movilización histórica por el derecho a la vivienda digna, con manifestaciones simultáneas previstas en medio centenar de ciudades bajo el lema "Acabemos con el negocio de la vivienda".

Los movimientos vecinales, sindicatos de inquilinos y plataformas sociales han unido fuerzas para exigir soluciones inmediatas a la crisis habitacional que atraviesa el país. "El miedo ha cambiado de bando: no vamos a exigir más cambios, estamos organizadas y tenemos un plan contra el rentismo", afirman los convocantes de estas protestas que tiñen de naranja y verde —colores distintivos del movimiento— las principales calles españolas.

Esta movilización marca un hito al ser la primera que se celebra de manera simultánea en tantas localidades, una década después de las masivas protestas contra los desahucios. "Esta manifestación llega después de muchos meses de conversaciones; queríamos que fuera algo descentralizado, salir todos al mismo tiempo y paralizar el Estado. La idea es que sea el primer día de una nueva ola de protestas", explican los organizadores.

Principales reivindicaciones del movimiento:

- Bajada inmediata de los precios del alquiler, pidiendo hasta una reducción del 50%.
- Recuperación de "todas las viviendas vacías".
- Ilegalización de las empresas de desokupación.
- Prohibición de desahucios a familias vulnerables.
- Freno a la proliferación descontrolada de pisos turísticos

Las movilizaciones comenzaron en abril de 2023 en Canarias, donde los vecinos salieron a las calles para exigir un modelo turístico "sostenible" y denunciar la falta de soluciones habitacionales. "La vivienda se ha convertido en un lujo al alcance de muy pocas familias", denunciaba entonces el Sindicato de Inquilinas de Tenerife. Posteriormente, la iniciativa fue secundada por Málaga con su lema "Málaga para vivir, no para sobrevivir", seguida por Madrid, Barcelona, Valencia y Bilbao, entre otras ciudades. La situación de la vivienda en España alcanza niveles críticos. Según denuncian los sindicatos de inquilinos, "los alquileres han registrado incrementos alarmantes, han subido más de un 18% en los dos últimos años. Los salarios, mientras tanto, siguen estancados".

(...) Los movimientos ciudadanos apuntan directamente al modelo turístico descontrolado y a la especulación inmobiliaria como causantes de la crisis. "El modelo de ciudad está mercantilizado, expulsa al vecindario, porque la industria del turismo explota nuestros barrios", denuncian desde la plataforma "València no està en Venda". En regiones como Canarias y Baleares, la situación se torna especialmente grave debido a la limitación geográfica y la presión turística. "Nos enfrentamos a una emergencia habitacional sin precedentes: desahucios, alquileres inasumibles y especulación con la vivienda mientras la población no puede acceder a este derecho básico", lamentan los colectivos canarios.

Los organizadores confían en que la movilización de este 5 de abril marcará un antes y un después en la lucha por el derecho a una vivienda digna, asequible y sostenible en España, convirtiéndose en una manifestación "histórica" que inicie una nueva etapa en las reivindicaciones sociales por la vivienda.

Argentina, 50 años del golpe: ¿negacionismo o relato incompleto?

A 50 años del golpe en Argentina, la memoria vuelve a dividir: el gobierno de Javier Milei habla de una "historia incompleta", mientras organismos de derechos humanos denuncian negacionismo. El Debate de France 24 confronta dos miradas opuestas sobre el pasado reciente.

Cada 24 de marzo, Argentina conmemora el Día de la Memoria por la Verdad y la Justicia, recordando a las víctimas de la última dictadura militar. Durante décadas, organizaciones de derechos humanos han sostenido que hubo al menos 30.000 desaparecidos, una cifra que se convirtió en símbolo del reclamo de justicia.

Sin embargo, el presidente Javier Milei ha rechazado públicamente ese número, lo que ha generado fuertes críticas tanto a nivel nacional como internacional.

En este nuevo aniversario, la polémica se intensificó tras la difusión de un video oficial en el que el gobierno pide revisar el relato histórico y cuestiona políticas impulsadas desde 2003, durante la presidencia de Néstor Kirchner, acusándolas de promover una visión parcial de los hechos.

Mientras algunos sectores consideran necesario ampliar el análisis del pasado, otros advierten que relativizar los crímenes de la dictadura puede debilitar los consensos construidos en torno a la memoria, la verdad y la justicia.

¿Milei niega los crímenes de la dictadura? ¿O la historia se ha contado de manera incompleta?

Miriam Fernández es *nieta recuperada número 127*, es una de las tantas historias que encarnan el horror de la dictadura desde su origen mismo: nació en cautiverio en la ESMA, luego de que sus padres, militantes fueran secuestrados en 1977.

Separada de su familia biológica a los pocos días de vida, creció en un hogar de crianza que, según relata, le dio "apoyo y afecto en medio de un contexto marcado por el miedo y la incertidumbre". Su identidad, atravesada por esa historia compleja, la llevó a participar en el video difundido por la Casa Rosada en este aniversario.

Desde su mirada, "el gobierno no niega los crímenes, sino que plantea la necesidad de revisar el relato: sostiene que no se busca desmentir lo ocurrido, sino discutir cifras y avanzar hacia una historia completa".

La historia de Liliana Furió transita un camino distinto, pero igual de marcado por el pasado. Integrante de la Asamblea Desobedientes, carga con el peso de ser hija de un militar involucrado en crímenes de lesa humanidad. Su proceso fue largo y doloroso: pasó de cuestionar actitudes personales de su padre a enfrentarse con pruebas y testimonios que lo vinculaban directamente con el terrorismo de Estado.

"Escuchar a víctimas, conocer sus relatos y ver las huellas de la violencia me llevaron a tomar una postura activa contra esos crímenes", cuenta para France 24.

Desde esta posición que ha construido, Liliana es tajante: "El gobierno no solo niega hechos probados judicialmente, sino que incluso los relativiza, lo que representa un retroceso grave en la construcción de memoria, verdad y justicia".

Maria Clara Calle Aguirre, *France 24*, 25/03/2026

Nadie elige cuándo nace

Daniel Fuentes Castro, *El País*, 23/01/2026

Nadie elige dónde ni cuándo nace. Ese azar determina una parte esencial de nuestra biografía económica y de nuestra esperanza de vida. Todos venimos al mundo condicionados por el lugar de nacimiento (país, familia, entorno sociocultural, etcétera) y la cohorte demográfica a la que pertenecemos.

La prosperidad es un proceso colectivo e intergeneracional que ha llevado a la España reciente a la mayor renta *per capita* de nuestra serie histórica y a una de las mayores esperanzas de vida del planeta —84 años—: la generación nacida en 2025 vivirá casi cinco años más que la nacida en 2000, y 10 más que la nacida en 1975.

Junto con el aumento de la longevidad, el otro gran cambio demográfico experimentado por la sociedad española en los últimos 50 años ha sido la reducción de la natalidad, una de las menores del mundo —ha pasado de 2,8 hijos por mujer en 1975 a 1,1 en la actualidad—.

Un tercer cambio han sido los flujos migratorios. Hemos pasado de la emigración en los años sesenta y setenta a recibir, a partir de los noventa, una media anual de 270.000 inmigrantes, con picos de 600.000 o 700.000 entradas netas en los últimos años.

Como consecuencia de estos cambios, el Ageing Report 2024 de la Comisión Europea estima un aumento del gasto en pensiones (jubilación, viudedad, incapacidad, orfandad) de 4,2 puntos de PIB en 2050 con respecto al nivel de 2022, lo que podría detraer recursos de otras partidas presupuestarias —en función de lo que ocurra con el crecimiento del PIB y los ingresos públicos— con impacto directo en los jóvenes. Este dilema está polarizando el debate público, entre una narrativa negacionista del cambio demográfico y otra que cabe calificar de fatalista. La primera es fácilmente refutable, salvo caso omiso a las evidencias estadísticas. La segunda señala a las pensiones, la vivienda y la deuda pública como causas de un choque generacional cuyo discurso dual de *jóvenes* contra *boomers* —en referencia a los nacidos entre 1958 y 1975, en el caso de España— merece ser discutido.

Estamos ante un cambio demográfico que afecta a todas las cohortes, no a dos grupos de edad específicos. ¿O acaso no afecta también al joven que acabó sus estudios en 1995, con una tasa de paro en su grupo de edad superior al 40% —hoy en torno al 22%— y que compró su vivienda durante la burbuja inmobiliaria? ¿O a los jóvenes que se incorporaron al mercado laboral al comienzo de la crisis de 2008, y que rondan ya los 40 años?

En materia de pensiones, son necesarias algunas consideraciones. También merece reflexión el problema de la vivienda. Pero abordar estas cuestiones una a una y bajo el prisma fatalista de la confrontación generacional conduce al bloqueo.

La vivienda no es un problema de los jóvenes, ni las pensiones de los mayores, como tampoco el sistema de salud es un problema de los enfermos o la educación de los estudiantes. Son cuestiones de país, que deben tratarse como tales; no sólo por solidaridad, sino porque la cohesión social es necesaria para un crecimiento económico sano y una distribución más justa de la riqueza.

Daniel Fuentes Castro es profesor de Economía en la Universidad de Alcalá (Madrid) y director de KREAB Research.